

LA CARTE AGRICOLE ALGÉRIENNE OBSERVE UNE MUTATION

L’agriculture saharienne et de montagne changent la donne

La carte agricole algérienne connaît une mutation au vu des progrès enregistrés dans les régions du sud et des montagnes qui représentent plus de 34% de la production nationale en 2012.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le ministre de l’Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, qui réunissait, hier, les cadres de son secteur, à l’occasion de la réunion trimestrielle d’évaluation des contrats de performance des wilayas, a fait savoir que la valeur de la production agricole nationale pour l’année 2012 est de 2 211 milliards de

dinars. 42% de la production a été enregistrée sur les plaines et le littoral, 22,3% dans les Hauts-Plateaux, 18,3% dans le Sud et 16,5% dans les régions de montagnes.

Pour le ministre, ces deux dernières régions, à savoir le Sud et les montagnes, enregistrent depuis quelque temps une marge de progrès remarquable, ce qui a

imposé à la carte agricole nationale des mutations positives. «Il faut savoir qu’il y a à peine quelques années, l’agriculture était pratiquement inexistante dans ces régions», a-t-il précisé.

«Benaïssa désapprouve la gestion administrative»

Rachid Benaïssa instruit les directeurs des services agricoles de wilaya d’aller vers une logique d’accompagnement des agriculteurs plutôt que de sombrer dans une gestion

administrative. «Il faut comprendre et surtout admettre que la production agricole n’est plus du domaine de l’Etat mais appartient aux agriculteurs qui engagent leurs propres fonds pour labourer la terre.

C’est pour cette raison que je dis aux DSA que vous n’êtes ni plus ni moins que des accompagnateurs des agriculteurs en vue de vulgariser le nouveau mode de fonctionnement et d’assurer la coordination entre les différents acteurs du secteur», a-t-il souligné.

M. M.

IL ENTAME UNE TOURNÉE D’INSPECTION À TRAVERS LE PAYS

Le ministre de la Pêche à Skikda

Le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, a effectué hier une visite d’inspection et de travail à Skikda.

Aux environs de 5 heures du matin, le ministre a pris une brise marine au niveau du port de pêche de Stora, durant laquelle il a pris connaissance des conditions de travail des marins-pêcheurs. Ces derniers lui ont fait part du manque des caisses en plastique, sachant que celles en bois sont interdites par la réglementation, mais aussi du maté-

riel de pêche et des pièces de rechange. Un projet de création d’une pêcherie a couronné les discussions entre les professionnels du métier et le membre du gouvernement.

A la Marsa, après une autre discussion avec les pêcheurs, le ministre a fait une escale à la ferme aquacole, réalisée en partenariat avec les Sud-Coréens, pour un montant de 2,3 millions de dollars, dont 230 millions de dinars financés par la partie algérienne. La ferme aura à produire, selon les prévisions, 20 à 30 millions d’alevins de crevettes et 5 millions de tonnes de crevette

japonaise de taille marchande par an. Actuellement, une espèce de crevette locale appelée Matsagoune est au stade de l’engraissement. Pour rappel, le cycle d’élevage a été entamé en 2011 avec la production de 500 kg de crevette japonaise.

A titre d’information, la production halieutique durant les cinq dernières années, au niveau de la wilaya de Skikda, a atteint une moyenne de 5 449 tonnes de poissons et crustacés.

La flottille de pêche est composée, quant à elle, de 428 embarcations qui emploient 4 642 marins-pêcheurs. Outre le volet inspection,

le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques s’est fixé deux priorités. La première concerne l’établissement d’un état des lieux du secteur basé sur l’écoute et l’implication des professionnels.

La deuxième est relative à la défense et la protection des pêcheurs exploitant les petits métiers. D’où les multiples visites qu’il est en train d’effectuer à travers le pays, susceptibles d’être couronnées par l’accroissement de la production et la création de nouveaux emplois.

Zaïd Zoheir

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

«Parent pauvre de l’institution éducative», estime Mebarki

Le nouveau ministre de la Formation et de l’Enseignement professionnels est on ne peut plus explicite quant à la réalité du secteur névralgique dont il vient d’hériter, en le qualifiant de «parent pauvre de l’institution éducative» du pays.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Mohamed Mebarki, qui présidait, hier, à l’INFEP d’El-Biar, à Alger, la rencontre nationale des directeurs de wilaya du secteur, consacrée aux préparatifs de la rentrée, a affirmé lors d’un point de presse qui appuie son constat, dira-t-il, «une dévaluation sur le plan sociétal», et ne s’est, néanmoins, pas arrêté à ce diagnostic. Il a insisté sur l’impérative réhabilitation du secteur qui, selon lui, ne saurait relever de la seule mission des pouvoirs publics mais de «l’implication de tous tant le problème est celui de toute la société». Une réhabilitation à mener dans un long processus et à divers niveaux, dont,

selon lui, «la modernisation des outils de travail, l’actualisation des programmes et autres méthodes de formation, la mise en adéquation des formations dispensées avec les besoins socioéconomiques et le développement du pays ainsi que les réalités locales». Autant de mesures nécessaires à même, ajoutera le ministre, d’«améliorer l’image de marque et l’attractivité du secteur par le renforcement de son efficacité et de son efficience». Considérant le secteur comme «vital» pour l’essor du pays, Mebarki reprendra à son compte l’un des griefs retenus par la Banque mondiale contre l’Algérie, soit l’absence d’une main-d’œuvre qualifiée. Prenant acte du peu d’engagement pour l’enseignement professionnel, le successeur de Hadi Khaldi à la tête du secteur de la formation et de l’enseignement professionnels mettra en cause le système d’orientation qui, dira-t-il, «fait souvent fi du véritable choix de l’élève, soumis, selon lui, à la pression

notamment des parents qui lui dictent la branche à suivre». Mebarki plaidera à l’effet d’inverser la donne pour la mise sur pied de diplômes intermédiaires à même d’encourager les élèves de la quatrième année moyenne à opter pour l’enseignement professionnel par choix bien réfléchi et pas par défaut, comme c’est malheureusement le cas maintenant.

Les inscriptions prolongées au 30 octobre

Preuve de ce net désintérêt, la prolongation par la tutelle du délai d’inscription pour la présente rentrée initialement fixée au 4 octobre dernier. Les intéressés ont jusqu’au 30 de mois en cours pour opter pour la branche de leur choix.

Concernant la rentrée 2012-2013, il est attendu, à l’occasion, un effectif de 360 000 stagiaires et apprentis nouveaux, tous types et modes de formation confondus. Un

effectif qui s’ajoutera à celui des reconduits de l’ordre de 250 000. Ce qui donne un contingent global de près de 610 000 stagiaires et apprentis éparpillés à travers les 212 spécialités diplômantes dont 80 sont destinées aux élèves ayant un niveau scolaire inférieur à la 4^e année moyenne, 78 autres spécialités de courte durée.

Cette rentrée sera aussi caractérisée, sur le plan infrastructurel, par la réception de 32 nouveaux établissements dont 5 INSFP et, sur le volet pédagogique, par une batterie de mesures dont l’allègement des conditions d’accès à une formation diplômante au profit de toutes les catégories sociales, notamment pour ceux ayant un niveau scolaire inférieur à la 4^e année moyenne, pour lesquels une préformation sera dispensée, l’ouverture de formations initiales qualifiantes de courte durée, la généralisation du système d’inscription en ligne.

M. K.

CHRONOTACHYGRAPHE

Continental propose son équipement à la commercialisation

En attendant la mise en place de la loi obligeant l’équipement des véhicules de transport de marchandises et de voyageurs de chronotachygraphes, l’équipement, lui, est déjà disponible à la commercialisation.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les textes d’application de l’article 49 de la loi du 19 août 2001, relatifs à l’organisation, la sécurité et la police de la circulation routière attendent leur adoption. Cette loi, une fois adoptée, obligera «tout véhicule de transport de marchandises dont le poids total autorisé en charge est supérieur à 3,500

tonnes et de transport de personnes de plus de 15 places à s’équiper d’un dispositif de contrôle et d’enregistrement de la vitesse». En prévision de la mise en place de cette loi, Continental, en collaboration avec la société PLS (Poids lourds services), propose les chronotachygraphes analogiques en vente en Algérie. Gilles Baranger, responsable com-

mercial chez Continental, a indiqué hier lors d’un point de presse que tous les véhicules importés d’Europe sont déjà équipés de cet outil de traçabilité. Pour ces véhicules, il suffit juste d’activer le système. PLS qui propose ses services, évalue le coût à 5 000 DA l’unité. Pour l’installation d’un appareil, le coût varie entre 500 à 1 000 euros. PLS s’engage à assurer l’installation et la maintenance des appareils dans ses ateliers. Quant à la réparation, cela ne sera possible qu’en 2013, indique-t-on.

Selon M. Baranger, en absence d’une réglementation et du contrôle de la part des forces de l’ordre «ce système n’a aucun impact». La législation, propose-t-il, «doit préciser le temps de conduite maximum et le temps de repos minimum par jour auxquels le conducteur doit se soumettre».

Les chronotachygraphes analogiques, un disque à papier placé dans les compteurs des véhicules, en plus des vitesses et des distances parcourues, il enregistre les

temps de conduite des conducteurs ainsi que le temps de travail, de disponibilité et de repos en les inscrivant sur un disque diagramme. Ce sont les agents de sécurité routière, gendarmerie et DGSN, qui veilleront au contrôle et à l’interprétation des données enregistrées.

L’objectif de la mise en place des mouchards est de réduire les accidents de la circulation dont la cause principale est l’excès de vitesse ou la fatigue.

S. A.